

*Article 29 du Règlement*

relève de l'industrie forestière. C'est donc dire qu'une personne sur sept travaille dans la forêt. C'est beaucoup. Et cela rapporte chaque année 250 millions de dollars en salaires à ceux qui y travaillent.

Alors cette perte—d'autant plus qu'elle constitue une perte d'arpents de boisés—représente des pertes de centaines d'emplois et ce n'est certainement pas drôle lorsqu'on regarde pour demain. Étant donné un taux de chômage—le deuxième plus important au pays—bien au-dessus de la moyenne nationale, l'avenir n'est pas rose. Je me vois dans l'obligation d'avouer qu'il n'y a rien qui semble vouloir dire le contraire.

● (2030)

Encore dernièrement, le gouvernement fédéral a coupé les fonds destinés aux programmes de stratégie de l'emploi. Aucun fonds n'ont encore été alloués pour la présente année fiscale. Les fonds sont gelés, tandis que des centaines de projets ont été présentés. Les gens veulent travailler. Ce sont de braves gens, ils ne demandent qu'à travailler.

Plusieurs d'entre eux, plusieurs communautés attendent que leurs projets soient acceptés afin de créer ces emplois, mais le gouvernement attend toujours. Qu'est-ce qu'il attend? Que le taux de chômage soit encore plus haut? Il est déjà inacceptable.

Avec un désastre comme celui que vient de connaître le Nouveau-Brunswick, je demande expressément au gouvernement et surtout à mes collègues d'en face qu'ils fassent des pressions auprès du gouvernement afin que ce dernier agisse dans les plus brefs délais. Il faut immédiatement que des mesures encourageantes soient entreprises. Le problème de l'emploi au Nouveau-Brunswick... Excusez-moi, monsieur le Président, j'ai une mauvaise grippe qui s'en vient, ça n'a rien à voir avec les feux de forêt. Alors, je disais que le problème de l'emploi au Nouveau-Brunswick exige que l'on prenne des mesures tout de suite, et cela nous fait réaliser en fait, ce drame qui nous arrive, le besoin de créer des emplois parce que 15 p. 100 de chômage, c'est beaucoup trop, il faut absolument mettre ces gens au travail.

Les conséquences aussi de ce ravage ne se limitent pas seulement aux effets sur l'économie, il y a eu également des effets sur plusieurs familles qui ont été affectées. Au fait, plusieurs maisons, bâtiments, granges et lots boisés privés ont passé aux flammes. Il faut se demander en ce moment, monsieur le Président, si le gouvernement ne doit pas venir en aide à ces familles. On peut comparer l'incendie aux autres désastres naturels telles les inondations, les tempêtes, situations auxquelles le gouvernement a souvent apporté son aide. Alors, monsieur le Président, je pose la question: Est-ce que le gouvernement va leur venir en aide dans ce cas-ci? Je pense sincèrement qu'il le devrait, et je crois aussi sincèrement que mes collègues du Nouveau-Brunswick le croient aussi. Certainement le gouvernement fédéral doit discuter immédiatement l'affaire avec les provinces pour déterminer un plan d'action car c'est des plus urgents.

D'autre part, le gouvernement semble responsable de l'action des militaires de la base Gagetown qui ont commencé un des plus gros incendies dans la province. Maintenant, je pense que les autorités militaires ont avoué et accepté la responsabilité du feu qui a ravagé cette base, et de ce même feu

qui a fait brûler des demeures. Cet après-midi, on nous répondait en Chambre qu'on allait instituer une enquête pour savoir qui avait la responsabilité. Je souhaite de tout mon cœur que cette enquête soit faite dans les plus brefs délais possibles, et je pense qu'il serait juste pour le gouvernement d'offrir dès maintenant un appui à ces familles parce qu'actuellement ces gens-là sont dans la rue, les demeures sont passées au feu. Alors, je crois que nous avons une responsabilité et que nous nous devons de penser à ces gens et de leur venir en aide.

Mais ce feu de Gagetown n'était qu'un seul feu parmi les 60 autres. Près de ma circonscription, un feu a commencé dans le parc national de Kouchibouguac, une région qui attire chaque année des centaines de milliers de visiteurs. Heureusement, ce feu a été contrôlé avant que trop de dommages n'aient été faits. Hier, j'ai survolé cette région et j'ai pu apprécier le travail que les volontaires ont fait lorsqu'ils ont combattu les feux de forêt. La situation dans les forêts du Nouveau-Brunswick était explosive. On peut voir du haut des airs où le feu a brûlé, et par plusieurs endroits il a fait des sauts de 100 mètres ou même plus.

Cela, pour dire que les gens qui combattaient ces feux mettaient leur vie en danger. Pour la plupart ils étaient volontaires. J'aimerais ici reconnaître le travail de ces gens, leur dévouement, le fait qu'ils ont bien voulu sortir de chez eux, aller mettre leur vie en péril afin de sauver la forêt du Nouveau-Brunswick.

J'aimerais aussi en profiter pour remercier les autres provinces qui sont venues nous aider ainsi que l'État du Maine qui a contribué. Et je vous dis que les gens de l'Atlantique n'oublient pas cette aide, ce geste qui a été posé par des amis.

Puisque plusieurs incendies ont été causés par des fautes humaines, probablement de la négligence, ne devons-nous pas donner une meilleure éducation au public? J'ai entendu, lors d'un reportage en fin de semaine, des gens dire que cela ne leur faisait pas tellement de différence si la forêt partait parce qu'elle appartenait à des grandes entreprises. Je crois qu'il faut profiter de cette situation pour dire aux gens que la forêt leur appartient. C'est notre patrimoine. Il faut y prendre garde. Et, on devrait surtout profiter de l'occasion pour créer des emplois.

Je mentionnais tantôt que nous avons un taux de chômage très élevé. C'est vrai. C'est inacceptable. Pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour créer de nouveaux programmes de reboisement? Et lorsque les gens diront: La forêt ne donne pas autant d'emplois qu'on le croit parce qu'on fait toute la récolte avec des machines. Eh bien, nous pourrions faire la «reboisement» avec du travail de personnes et non des machines. Et c'est ce que les gens veulent. Ils veulent de l'emploi. Ils veulent participer à l'économie. Ils ne veulent pas seulement rester chez eux et retirer de l'assurance-chômage ou du bien-être. Ils veulent de l'emploi. Alors peut-être qu'on pourrait de cette situation, qui quand même est un désastre, tirer une leçon? Et on pourrait peut-être finalement en tirer profit?

Alors, j'exhorte le gouvernement à mettre en place des programmes de reboisement, des programmes qui permettraient aux gens d'aller travailler, d'aller sauver le bois qui a été détruit parce que je crois qu'on peut quand même sauver une certaine partie de ce qui a été brûlé.

Maintenant, j'aimerais en guise de conclusion, monsieur le Président, vous dire que c'est le temps pour le gouvernement